ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 12 juin 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent relatif aux absences pour motif de santé des officiers et des militaires de carrière de rang subalterne, a donné en sa séance du 12 juillet 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e Juni 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de officieren en de beroepsmilitairen van lagere rang, heeft ter zitting van 12 Juli 1950 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

I.

Le projet a pour objet d'augmenter la durée légale des absences pour motifs de santé des militaires de tous rangs rétroactivement au 9 mai 1940, afin de régulariser des situations qui résultent de la dernière guerre.

En conséquence, le projet prévoit certaines modifications aux points de départ des propositions pour la mise en non-activité pour motif de santé, des propositions pour la mise à la pension et pour la mise à la réforme.

A cette fin, le projet abroge les articles 39 et 44 du règlement sur les congés des officiers et l'article 24 du règlement pour les militaires en congé limité, sans les remplacer dans le texte de ces deux règlements.

Le projet modifie également les instructions relatives à la mise en non-activité pour motif de santé, contenues dans la circulaire ministérielle du 29 mars 1924.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces diverses matières devraient faire l'objet de nouvelles règlementations d'ensemble.

Le projet a également comme objet de créer la notion de "absence pour motif de santé", notion englobant non seulement les exemptions, hospitalisations et congés proprement dits, mais également la mise en non-activité pour motif de santé.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les congés (exemptions, hospitalisations et congés proprement dits) et la mise en non-activité sont de nature différente.

Le militaire en congé reste dans la position d'activité. Le militaire en non-activité a changé de position.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aura lieu de règlementer séparément les questions de congé et de mise en non-activité.

II.

Le projet a également pour objet en son article 7, alinéa 1er, de provoquer des examens médicaux lorsque les officiers et les sous-officiers faisant partie du corps des sous-officiers de carrière ne remplissent plus les fonctions de leur grade pour des raisons d'ordre physique. Le chef de corps possèdera le pouvoir de provoquer ces examens médicaux en vertu de l'article 4 du projet établi par le Conseil d'Etat.

Quant au second alinéa de l'article 7, il a une portée disciplinaire; il permet l'ouverture d'une instruction disciplinaire lorsque le chef de corps soupçonne une simulation. Les conséquences de cette simulation vont jusqu'à la mise à la pension pour inaptitude morale (article 3, A, 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires) ou jusqu'à la mise à la pension par mesure disciplinaire (article 3, A, 1°, des mêmes lois).

Pour les officiers de l'armée de terre, cette disposition est incluse dans les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 27 décembre 1937 relatif à la répartition des officiers, en suite de la loi des cadres, en officiers de l'armée sur pied de paix du 16 juin 1937.

./...

Le Conseil d'Etat n'a pas repris l'article 7, alinéa 2,dans le texte proposé ci-après, estimant qu'il trouvera mieux sa place dans le règlement de discipline, dans un arrêté pris en exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, ou dans un arrêté pris en exécution des lois sur la position et l'avancement des officiers et des sous-officiers.

III.

Le projet contient enfin, une disposition relative aux militaires de rang subalterne ne bénéficiant pas de la loi du 27 juillet 1934.

La disposition de l'article 15 traite des cas où le rengagement doit être refusé ou accepté suivant l'état de santé du militaire. Le Conseil d'Etat estime que cette disposition trouverait mieux sa place dans l'arrêté royal du 15 septembre 1938 relatif aux engagements et rengagements dans l'armée.

IV.

Les alinéas 2 des articles 5 et 6 disposent qu'après une absence pour motif de santé d'une certaine durée, des propositions de mise à la retraite pour inaptitude physique doivent être faites. Or,les litteras C et D de l'article 3 des lois coordonnées sur les pensions militaires ne prévoient la mise à la pension d'ancienneté pour inaptitude physique que des seuls officiers qui comptent dix années au moins de service effectif.

./...

Le Conseil d'Etat propose donc de compléter les articles 5 et 6 du projet en y ajoutant :

"si cet officier remplit les conditions légales pour être mis à la pension".

Le Conseil d'Etat constate que le projet ne règle pas, après l'expiration de la période d'absence pour motif de santé, la situation de l'officier inapte et qui n'a pas dix ans de service effectif.

V.

L'article 11 abroge l'article 24 du règlement pour les militaires en congé limité. Cet article contenait cependant une disposition accordant la solde "aux volontaires de carrière et rengagés soldés mariés" en congé de convalescence.

En vertu de l'article 1er de l'arrêté du Régent du 29 décembre 1949 étant le nouvel article 4 bis de l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946, il n'existe plus de rengagés soldés, ils sont tous au régime du traitement et, dès lors, ils ont droit à leur traitement durant ces congés. Par contre, en vertu du même texte il existe encore des volontaires de carrière soldés. Le Conseil d'Etat,tenant compte des intentions du Gouvernement,reprend cette partie de l'article 24 du règlement susdit, in fine de l'article 10 de son projet.

+

\+ +

./...

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui reprend les dispositions du projet à l'exception de celles figurant dans les articles 7 et 15 et qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

ARRETE DU REGENT RELATIF AUX ABSENCES POUR MOTIF DE SANTE DES OFFICIERS ET DES MILITAIRES DE CARRIERE DE RANG SUBALTERNE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29, 66, 67 et 68 de la Constitution;

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, telles qu'elles ont été modifiées ultérieurement, notamment les articles 3 et 5;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment les articles 2 et 5;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, notamment les articles 5 et 8;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1921 qui porte le règlement relatif aux congés des officiers et assimilés, notamment le chapitre III de ce règlement;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1927 qui porte le règlement relatif aux congés limités pour militaires subalternes, notamment le chapitre II, D, de ce règlement;

Vu l'arrêté du Régent du 30 septembre 1946 qui accorde un congé de repos aux prisonniers de guerre rapatriés, modifié par l'arrêté du Régent du 17 juin 1947;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Chapitre 1er. De l'absence pour motif de santé des officiers.

Article 1er.-

Sont considérés comme absents pour motif de santé, les officiers :

1° exempts de service pour motif de santé;
2° hospitalisés;
3° en congé pour motif de santé;
4° en non-activité pour motif de santé.

Est, en outre, comptée comme absence pour motif de santé, toute période de moins de trente et un jours, comprise entre deux absences réelles pour motif de santé, que l'officier aurait passée soit en service effectif, soit en congé de faveur, soit partie en l'un et partie en l'autre.

Article 2.-

La durée de l'exemption pour motif de santé ne peut dépasser sept jours.

./...

La durée de l'hospitalisation est déterminée par la durée du traitement.

Le congé pour motif de santé peut être accordé à tout officier dont l'état de santé nécessite une absence de plus de sept jours, sans distinction entre la maladie proprement dite et la convalescence. Ce congé ne peut être accordé pour plus de deux mois; il est renouvelable dans les limites fixées aux articles suivants.

Article 3.-

La durée de l'absence pour motif de santé ne peut excéder vingt-quatre mois.

Toutefois, sur décision du Ministre de la Défense nationale, peuvent bénéficier de trente-six mois d'absence pour motif de santé:

1° les officiers victimes d'accident survenu durant le service et par le fait du service, à moins qu'il soit établi qu'il y a eu faute lourde de leur part;

2° les officiers atteints d'une affection grave contractée ou aggravée par suite de faits de guerre.

Article 4.-

Le chef de corps peut, à tout moment, soumettre à l'examen d'un médecin militaire, un officier absent pour motif de santé.

Si le médecin certifie que l'officier est inapte au service pour une durée ne dépassant pas la période d'absence pour motif de santé dont il pourrait encore bénéficier en vertu de l'article 3, le chef de corps peut établir un dossier de proposition de mise en non-activité pour motif de santé.

Si le médecin certifie que l'officier est inapte au service pour une période plus longue et si cet officier remplit les conditions légales pour être mis à la pension, le chef de corps doit établir un dossier de proposition de mise à la pension pour inaptitude physique.

Article 5.-

Lorsqu'un officier entre dans son neuvième mois d'absence pour motif de santé, soit d'affilée, soit dans le cours de douze mois consécutifs, ou, s'il bénéficie de la disposition de l'article 3, alinéa 2, lorsqu'il entre dans son vingt et unième mois, soit d'affilée, soit dans le cours de vingt-quatre mois consécutifs, le chef de corps doit le soumettre à l'examen d'un médecin militaire.

Si le médecin certifie que l'officier est inapte au service pour une durée ne dépassant pas la période d'absence pour motif de santé dont il pourrait encore bénéficier en vertu de l'article 3, le chef de corps doit établir un dossier de proposition de mise en non-activité pour motif de santé.

Si le médecin certifie que l'officier est inapte au service pour une période plus longue et si cet officier remplit les conditions légales pour être mis à la pension, le chef de corps doit établir un dossier de proposition de mise à la pension pour inaptitude physique.

Si le médecin certifie que l'officier ne peut reprendre immédiatement du service, le chef de corps doit établir un dossier de proposition de mise à la pension pour inaptitude physique si l'intéressé n'a plus trois ans à servir avant sa mise à la pension par limite d'âge.

./....

Chapitre II. De l'absence pour motif de santé des sous-officiers bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1934.

Article 6.-

Les dispositions du chapitre 1er sont applicables aux militaires faisant partie du corps des sous-officiers de carrière.

Article 7.-

Si, à la suite de l'examen prévu aux articles 4 et 5, le médecin certifie que le sous-officier est inapte au service pour une durée dépassant la période d'absence pour motif de santé dont il pourrait encore bénéficier en vertu de l'article 3 et si ce militaire ne remplit pas les conditions légales pour être mis à la pension, le chef de corps doit établir un dossier de proposition de licenciement par réforme.

Article 8.-

Le chapitre III du règlement relatif aux congés des officiers et assimilés, annexé à l'arrêté royal du 22 mars 1921, est applicable aux militaires faisant partie du corps des sous-officiers de carrière.

Chapitre III. De l'absence pour motif de santé des militaires de rang subalterne non-bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1934.

Article 9.-

Sont considérés comme absents pour motif de santé, les militaires :

1° exempts du service pour motif de santé;
2° hospitalisés;
3° en congé pour motif de santé.

Est,en outre,comptée comme absence pour motif de santé, toute période de moins de trente et un jours, comprise entre deux absences réelles pour motif de santé, que le militaire aurait passée soit en service effectif, soit en congé de faveur, soit partie en l'un et partie en l'autre.

Article 10.-

La durée de l'exemption pour motif de santé ne peut dépasser sept jours.

La durée de l'hospitalisation est déterminée par la durée du traitement.

Le congé pour motif de santé peut être accordé au militaire dont l'état de santé nécessite une absence de plus de sept jours, sans distinction entre la maladie proprement dite et la convalescence. Ce congé ne peut être accordé pour plus de deux mois, il est renouvelable dans les limites fixées aux articles suivants.

Si le militaire est au régime de la solde, cette dernière lui est accordée durant ces absences pour motif de santé.

Article 11.-

La durée de l'absence pour motif de santé ne peut excéder douze mois.

Toutefois, sur décision du Ministre de la Défense nationale, peuvent bénéficier de vingt-quatre mois d'absence pour motif de santé :

1° les militaires victimes d'accident survenu durant le service et par le fait du service, à moins qu'il soit établi qu'il y a eu faute lourde de leur part;

2° les militaires atteints d'une affection grave contractée ou aggravée par suite de faits de guerre.

Article 12.-

Le chef de corps peut soumettre, à tout moment, le militaire absent pour motif de santé, à l'examen d'un médecin militaire.

Il doit soumettre à cet examen le militaire qui entre dans son neuvième mois d'absence pour motif de santé, soit d'affilée, soit dans le cours de douze mois consécutifs, ou, s'il bénéficie de la disposition de l'article 11, alinéa 2, le militaire qui entre dans son vingt et unième mois d'absence pour motif de santé, soit d'affilée, soit dans le cours de vingt-quatre mois consécutifs.

Dans l'un ou l'autre cas, si le médecin certifie que le militaire est inapte au service pour une durée dépassant la période d'absence pour motif de santé dont il pourrait encore bénéficier en vertu de l'article 11, le chef de corps doit établir un dossier de proposition de mise à la pension pour inaptitude physique ou de licenciement par réforme suivant que le militaire remplit ou ne remplit pas les conditions légales pour être mis à la pension.

Chapitre IV. Dispositions générales et dispositions transitoires.

Article 13.-

Sont abrogés :

1° la note liminaire du chapitre III, les articles 39 et 44

du règlement relatif aux congés des officiers et assimilés annexé à l'arrêté royal du 22 mars 1921;

2° l'article 24 du règlement relatif aux congés limités pour militaires subalternes annexé à l'arrêté royal du 18 janvier 1927;

3° les arrêtés du Régent du 30 septembre 1946 et du 17 juin 1947.

Article 14.-

A partir du 9 mai 1940 jusqu'au jour de la publication du présent arrêté, la durée de l'absence pour motif de santé des militaires de rang subalterne, non bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1934 ne peut excéder vingt-quatre mois. Toutefois, les militaires visés à l'article 11, alinéa 2, 1° et 2°, peuvent bénéficier de trente-six mois d'absence pour motif de santé.

Article 15.-

Dans les limites de la même période, l'absence pour motif de santé telle qu'elle est limitée par les articles 3, 11 et 14, peut être prorogée par le Ministre de la Défense nationale pour des cas exceptionnels résultant de faits de guerre.

Article 16.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge; toutefois, sortent leurs effets à la date du 9 mai 1940, les articles 1er, 2, 3, 6, 8, 9, 10 et 13, 1° et 2°.

Article 17.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le .

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Algemene opmerkingen.

I.

Het ontwerp strekt er toe de wettelijke duur van de afwezigheid, om gezondheidsredenen, van de militairen van alle rang, te verlengen met terugwerking op 9 Mei 1940, teneinde sommige toestanden die het gevolg zijn van de oorlog, te regulariseren.

Het ontwerp brengt dienvolgens sommige wijzigingen in de uitgangspunten van de voorstellen tot opnonactiviteitstelling om gezondheidsredenen en van de voorstellen tot oppensioenstelling en opreformstelling.

Daartoe worden door het ontwerp opgeheven de artikelen 39 en 44 van het reglement op het verlof der officieren, en artikel 24 van het reglement voor de militairen met bepaald verlof, zonder genoemde artikelen in de tekst van die twee reglementen te vervangen.

Het ontwerp wijzigt eveneens de onderrichtingen betreffende de opnonactiviteitstelling om gezondheidsredenen, die in de ministeriële omzendbrief van 29 Maart 1924 zijn vervat.

Volgens de Raad van State zouden die verschillende aangelegenheden het voorwerp van nieuwe gezamenlijke reglementeringen moeten worden.

Het ontwerp wil eveneens het begrip "afwezigheid wegens gezondheidsredenen" invoeren, welk begrip niet alleen de vrijstellingen, opnemingen in het hospitaal en eigenlijk verlof, maar tegens de opnonactiviteitstelling om gezondheidsredenen insluit.

.../...

De Raad van State is van oordeel dat het verlof (vrijstellingen, opnemingen in het hospitaal en eigenlijk verlof) uiteraard verschilt van de opnonactiviteitstelling.

De militair met verlof blijft in activiteit. De militair op nonactiviteit is van stand veranderd.

De Raad van State is van oordeel dat verlof en op nonactiviteitstelling afzonderlijk moeten geregeld worden.

II.

Een ander voorwerp van het ontwerp, met name van artikel 7 eerste lid bestaat er in, tot een geneeskundig onderzoek te doen overgaan, wanneer de officieren en de onderofficieren die deel uitmaken van het korps der beroepsonderofficieren de functies van hun graad om lichamelijke redenen niet meer vervullen. De korpsoverste zal krachtens artikel 4 van het door de Raad van State opgemaakte ontwerp de macht hebben om zodanig geneeskundig onderzoek te doen instellen.

Het tweede lid van artikel 7 heeft betrekking op de tucht ; het laat toe een tuchtonderzoek in te stellen wanneer de korpsoverste enige simulatie vermoedt. Simulatie kan als gevolg hebben oppensioenstelling wegens zedelijke ongeschiktheid (artikel 3, A, 2°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen) of oppensioenstelling bij tuchtmaatregel (artikel 3, A, 1°, van die zelfde wetten).

Voor de officieren van het landleger ligt deze bepaling besloten in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 27 December 1937 betreffende de verdeling der officieren ten gevolge de wet op het kader der officieren van het leger op vredesvoet van 16 Juni 1937.

.../...

De Raad van State heeft artikel 7, tweede lid, in de hierna voorgestelde tekst niet overgenomen, daar hij van oordeel is dat die bepaling beter op haar plaats is in het tuchtreglement of in een besluit genomen ter uitvoering van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, of nog in een besluit genomen ter uitvoering van de wetten op de stand en de bevordering van de officieren en onderofficieren.

III.

Tenslotte bevat het ontwerp een bepaling betreffende de militairen van lagere rang die niet in aanmerking komen voor de wet van 27 Juli 1934.

Het bepaalde in artikel 15 behandelt de gevallen waarin nieuwe dienstneming moet geweigerd of aanvaard worden naar gelang van de gezondheidstoestand van de militair. De Raad van State is van oordeel dat men die bepaling beter zou invoegen in het koninklijk besluit van 15 September 1938 betreffende de dienstnemingen en nieuwe dienstnemingen bij het leger.

IV.

Volgens het tweede lid van de artikelen 5 en 6 moeten, na een afwezigheid om gezondheidsredenen van een zekere duur, voorstellen tot inrustestelling wegens lichamelijke ongeschiktheid worden gedaan. De littera's C en D van artikel 3 der samengeordende wetten op de militaire pensioenen spreken echter alleen van anciënniteitspensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid, voor officieren die ten minste tien jaar werkelijke dienst hebben.

.../...

De Raad van State stelt dus voor de artikelen 5 en 6 van het ontwerp aan te vullen met de woorden : "en vervult die officier de wettelijke voorwaarden om op pensioen te worden gesteld.".

De Raad van State stelt vast, dat het ontwerp de toestand van de officier,die ongeschikt is en geen tien jaar werkelijke dienst telt,niet regelt na het verstrijken van de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen.

V.

Artikel 11 heeft op artikel 24 van het reglement voor de militairen met bepaald verlof. Dit artikel bevatte nochtans een bepaling waarbij aan de "gehuwde soldijtrekkende beroepsvrijwilligers en diensthernemers" soldij werd toegekend tijdens hun herstelverlof.

Krachtens artikel 1 van het besluit van de Regent van 29 December 1949, dat het nieuwe artikel 4bis van het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 is geworden, bestaan er geen soldijtrekkende diensthernemers meer ; zij vallen allen onder het weddestelsel en hebben dus recht op hun wedde tijdens die verlofperioden. Daarentegen bestaan er, krachtens die zelfde tekst nog steeds soldijtrekkende beroepsvrijwilligers. Rekening houdend met de bedoelingen van de Regering neemt de Raad van State dit gedeelte van artikel 24 van genoemd reglement over aan het slot van artikel 10 van zijn ontwerp.

+

\+ +

.../...

De Raad van State stelt de hierna volgende tekst voor, die, het bepaalde in de artikelen 7 en 15 uitgezonderd, de tekst van het ontwerp overneemt, en beantwoordt aan de bedoelingen van de Regering zoals zij hem werden uiteengezet.

BESLUIT VAN DE REGENT BETREFFENDE DE AFWEZIGHEID OM GEZONDHEIDSREDENEN VAN DE OFFICIEREN EN DE BEROEPSMILITAIREN VAN LAGERE RANG.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29, 66, 67 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, zoals zij later werden gewijzigd, namelijk op de artikelen 3 en 5 ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, namelijk op de artikelen 2 en 5 ;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, namelijk op de artikelen 5 en 8 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 Maart 1921 houdende het reglement betreffende de verloven der officieren en gelijkgestelden, namelijk op hoofdstuk III van dat reglement ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 18 Januari 1927 houdende het reglement betreffende de bepaalde verloven voor militairen van lagere rang, namelijk op hoofdstuk II, D, van dat reglement ;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 September 1946 houdende toekenning van een rustverlof aan de gerepatrieerde krijgsgevangenen, gewijzigd bij besluit van de Regent van 17 Juni 1947 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Hoofdstuk I.- Afwezigheid van de officieren om gezondheidsredenen.

Artikel 1.-

Als afwezig om gezondheidsredenen worden beschouwd de officieren die :

1° om gezondheidsredenen van dienst zijn vrijgesteld ;
2° in een hospitaal zijn opgenomen ;
3° om gezondheidsredenen met verlof zijn ;
4° om gezondheidsredenen op nonactiviteit zijn.

Verder wordt als afwezigheid om gezondheidsredenen beschouwd ieder tijdperk van minder dan een en dertig dagen tussen twee perioden van werkelijke afwezigheid om gezondheidsredenen dat de officier hetzij in werkelijke dienst, hetzij in gunstverlof, hetzij gedeeldelijk in werkelijke dienst en gedeeltelijk in gunstverlof heeft doorgebracht .

.../...

Artikel 2.-

De duur der vrijstelling om gezondheidsredenen mag niet boven zeven dagen gaan.

De duur van het verblijf in het hospitaal wordt bepaald door de duur van de behandeling.

Het verlof om gezondheidsredenen kan worden toegekend aan ieder officier wiens gezondheidstoestand een afwezigheid van meer dan zeven dagen, zonder onderscheid tussen de eigenlijke ziekte en het herstel, noodzakelijk maakt. Dat verlof mag niet langer dan twee maanden worden toegekend; het is hernieuwbaar binnen de perken in de volgende artikelen gesteld.

Artikel 3.-

De duur der afwezigheid om gezondheidsredenen mag niet boven vier en twintig maanden gaan.

Bij beslissing van de Minister van Landsverdediging kan evenwel zes en dertig maanden afwezigheid om gezondheidsredenen worden toegestaan :

1° aan de officieren die het slachtoffer zijn van een ongeval dat hun tijdens en ingevolge de dienst is overkomen, tenzij bewezen wordt dat er een zware tekortkoming van hunnentwege is geweest ;

2° aan de officieren die zijn aangetast door een zware kwaal, opgedaan of verergerd ingevolge oorlogsfeiten.

Artikel 4.-

De korpsoverste kan een officier die om gezondheidsredenen afwezig is, steeds door een militair geneesheer doen onderzoeken.

.../...

Verklaart de geneesheer dat de officier voor de dienst ongeschikt is voor een duur die niet langer is dan de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen welke hij krachtens artikel 3 nog kan genieten, dan kan de korpsoverste een dossier opmaken met een voorstel tot opnonactiviteitstelling om gezondheidsredenen.

Verklaart de geneesheer dat de officier voor langere tijd ongeschikt is voor de dienst en vervult die officier de wettelijke voorwaarden om op pensioen te worden gesteld, dan moet de korpsoverste een dossier opmaken met een voorstel tot oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Artikel 5.-

Wanneer een officier zijn negende maand afwezigheid om gezondheidsredenen hetzij achtereen, hetzij in de loop van twaalf opeenvolgende maanden, aanvangt of, indien het bepaalde in het tweede lid van artikel 3 op hem van toepassing is, wanneer hij zijn een en twintigste maand, hetzij achtereen, hetzij in de loop van vier en twintig opeenvolgende maanden, aanvangt, moet de korpsoverste hem door een militair geneesheer doen onderzoeken.

Verklaart de geneesheer dat de officier voor de dienst ongeschikt is voor een duur die niet langer is dan de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen welke hij krachtens artikel 3 nog kan genieten, dan moet de korpsoverste een dossier opmaken met een voorstel tot opnonactiviteitstelling om gezondheidsredenen.

Verklaart de geneesheer dat de officier voor langere tijd ongeschikt is voor de dienst en vervult die officier de wettelijke voorwaarden om op pensioen te worden gesteld, dan

.../...

moet de korpsoverste een dossier opmaken met een voorstel tot oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Verklaart de geneesheer dat de officier niet onmiddellijk opnieuw kan dienst nemen, dan moet de korpsoverste een dossier opmaken met een voorstel tot oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid, indien de betrokkene geen drie jaar meer te dienen heeft alvorens hij wegens leeftijdsgrens op pensioen wordt gesteld.

Hoofdstuk II.- Afwezigheid om gezondheidsredenen van de onderofficieren die in aanmerking komen voor de wet van 27 Juli 1934.

Artikel 6.-

De bepalingen van hoofdstuk I zijn van toepassing op de militairen die deel uitmaken van het korps der beroepsonderofficieren.

Artikel 7.-

Indien de geneesheer, ingevolge het onderzoek waarvan sprake in de artikelen 4 en 5, verklaart dat de onderofficier voor de dienst ongeschikt is voor een langere duur dan de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen welke hij krachtens artikel 3 nog kan genieten en indien die militair de wettelijke voorwaarden niet vervult om op pensioen te worden gesteld, moet de korpsoverste een dossier opmaken met een voorstel tot afdanking wegens reform.

.../...

Artikel 8.-

Hoofdstuk III van het reglement betreffende de verloven der officieren en gelijkgestelden, dat bij het koninklijk besluit van 22 Maart 1921 is gevoegd, is van toepassing op de militairen die van het korps der beroepsonderofficieren deel uitmaken.

Hoofdstuk III.- Afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen van lagere rang die niet in aanmerking komen voor de wet van 27 Juli 1934.

Artikel 9.-

Als afwezig om gezondheidsredenen worden beschouwd de militairen die :

1° om gezondheidsredenen van dienst zijn vrijgesteld ;

2° in een hospitaal zijn opgenomen ;

3° om gezondheidsredenen met verlof zijn.

Verder wordt als afwezigheid om gezondheidsredenen beschouwd,ieder tijdperk van minder dan een en dertig dagen tussen twee perioden van werkelijke afwezigheid om gezondheidsredenen,dat de militair hetzij in werkelijke dienst, hetzij in gunstverlof, hetzij gedeeltelijk in werkelijke dienst en gedeeltelijk in gunstverlof heeft doorgebracht.

Artikel 10.-

De duur der vrijstelling om gezondheidsredenen mag niet boven zeven dagen gaan.

De duur van het verblijf in het hospitaal wordt bepaald door de duur van de behandeling.

.../...

Het verlof om gezondheidsredenen kan worden toegekend aan de militair wiens gezondheidstoestand een afwezigheid van meer dan zeven dagen, zonder onderscheid tussen de eigenlijke ziekte en het herstel, noodzakelijk maakt. Dat verlof mag voor niet langer dan twee maanden worden toegekend ; het is hernieuwbaar binnen de perken in de volgende artikelen gesteld.

Geldt het een soldijtrekkend militair, dan wordt hem de soldij verleend tijdens die afwezigheid om gezondheidsredenen.

Artikel 11.-

De duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen mag niet boven twaalf maanden gaan.

Bij beslissing van de Minister van Landsverdediging kan evenwel vier en twintig maanden afwezigheid om gezondheidsredenen worden toegestaan :

1° aan de militairen die het slachtoffer zijn van een ongeval dat hun tijdens en ingevolge de dienst is overkomen, tenzij bewezen wordt dat er een zware tekortkoming van hunnentwege is geweest ;

2° aan de militairen die zijn aangetast door een zware kwaal, opgedaan of verergerd ingevolge oorlogsfeiten.

Artikel 12.-

De korpsoverste kan de militair die om gezondheidsredenen afwezig is, steeds door een militair geneesheer doen onderzoeken.

Hij moet dat onderzoek opleggen aan de militair die zijn negende maand afwezigheid om gezondheidsredenen, hetzij achtereen, hetzij in de loop van

.../*...

twaalf opeenvolgende maanden aanvangt, of, indien het bepaalde in het 2de lid van artikel 11 op hem van toepassing is, aan de militair die zijn een en twintigste maand afwezigheid om gezondheidsredenen, hetzij achtereen, hetzij in de loop van vier en twintig opeenvolgende maanden, aanvangt.

Verklaart de geneesheer, in het een of in het andere geval, dat de militair voor de dienst ongeschikt is voor een langere duur dan de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen welke hij krachtens artikel 11 nog kan genieten, dan moet de korpsoverste een dossier opmaken met een voorstel tot oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid of tot afdanking wegens reform naargelang de militair de wettelijke voorwaarden om op pensioen te worden gesteld al dan niet vervult.

Hoofdstuk IV.- Algemene bepalingen en overgangsbepalingen.

Artikel 13.-

Zijn opgeheven :

1° de inleidende nota bij hoofdstuk III, de artikelen 39 en 44 van het reglement betreffende de verloven der officieren en gelijkgestelden dat bij het koninklijk besluit van 22 Maart 1921 is gevoegd ;

2° artikel 24 van het reglement betreffende de bepaalde verloven voor ondergeschikte militairen , dat bij het koninklijk besluit van 18 Januari 1927 is gevoegd ;

3° de besluiten van de Regent van 30 September 1946 en 17 Juni 1947.

.../...

Artikel 14.-

Van 9 Mei 1940 tot de dag waarop dit besluit wordt bekendgemaakt mag de duur der afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen van lagere rang die voor de wet van 27 Juli 1934 niet in aanmerking komen, niet boven vier en twintig maanden gaan. Aan de militairen van wie sprake in artikel 11, tweede lid, 1° en 2°, kan echter zes en dertig maanden afwezigheid om gezondheidsredenen toegestaan worden.

Artikel 15.-

Binnen de grenzen van dezelfde periode kan de afwezigheid om gezondheidsredenen, zoals zij bij de artikelen 3, 11 en 14 is beperkt, door de Minister van Landsverdediging worden verlengd in uitzonderlijke gevallen die het gevolg zijn van oorlogsfeiten.

Artikel 16.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. De artikelen 1, 2, 3, 6, 8, 9, 10 en 13, 1° en 2°, hebben evenwel uitwerking met ingang van 9 Mei 1940.

Artikel 17.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

H.PIERLOT, assesseurs de la section de législation,
E.VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Pr le Greffier du Conseil d'Etat,
Le greffier adjoint,

Vr de Griffier van de Raad van State,
De adjunct-griffier,

J.CYPRES.